



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 25/01/2024  
Reçu en préfecture le 25/01/2024  
Publié le  
ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00164-AR

S'LO

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0164

du 25 JAN. 2024

Portant fixation à compter du 01/01/2024 du tarif horaire applicable aux bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, et de la Prestation de Compensation du Handicap, pour les interventions réalisées par le CCAS de Poitiers en mode prestataire

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-005 du 20 février 2007 portant autorisation au service d'aide à domicile géré par le CCAS de Poitiers ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0183 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré au CCAS de Poitiers ;

VU l'article 44 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificatives pour 2022 étendant le complément de traitement indiciaire (CTI) aux aides à domicile exerçant dans les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile territoriaux, désormais prévu au D du I de l'article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et le CTI ayant vocation à remplacer la prime de revalorisation mentionnée par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018 et ses avenants s'y afférents, entre le Département de la Vienne et le CCAS de Poitiers ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 13 décembre 2023 entre le Département de la Vienne et le CCAS de Poitiers ;

Envoyé en préfecture le 25/01/2024  
Reçu en préfecture le 25/01/2024  
Publié le  
ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00164-AR

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Le tarif horaire de référence de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ainsi que de la Prestation de Compensation du Handicap, applicable aux bénéficiaires du service d'aide à la personne du CCAS de Poitiers est fixé comme suit :

**Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024 :**

**23, 50 € par heure pour des interventions de la semaine, les dimanches et jours fériés.**

**ARTICLE 2 :** Au titre des mesures salariales pour les personnels d'intervention au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2024 est allouée au CCAS de Poitiers pour un montant de 188 384 € correspondant à 57, 19 équivalents temps-plein (ETP) sur une activité prévisionnelle de 65 000 heures APA, PCH et Aide-Ménagère sur 2024. Cette dotation sera versée mensuellement à hauteur de 80 %, soit 12 559 €.

Le solde pourra être ajusté courant 2025 en fonction des modalités qui seront annoncées par la CNSA.

**ARTICLE 3 :** L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 25/01/2024

Reçu en préfecture le 25/01/2024

Publié le

S'LO

ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00164-AR

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr).

Fait à POITIERS, le **25 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 25/01/2024  
Reçu en préfecture le 25/01/2024  
Publié le  
ID : 086-228600011-20240125-24\_A\_SE\_00164-AR

